

L'épée de Damoclès

Comment les compressions au gouvernement fédéral réduiront les services et feront augmenter le taux de chômage

David Macdonald





CCPA

CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES
CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES

ISBN 978-1-926888-96-5

Ce rapport est disponible gratuitement à www.policyalternatives.ca. Des copies imprimées peuvent être commandé de l'Office national du CCPA frais de 10 \$.

S'IL VOUS PLAÎT FAIRE UN DON...

Aidez-nous à continuer d'offrir nos publications gratuites en ligne.

Avec votre soutien, nous pouvons continuer à produire des recherche de qualité — et assurez-vous qu'elle tombe entre les mains des citoyens, des journalistes, des décideurs et progressistes. Visitez www.policyalternatives.ca ou appelez le 613-563-1341 pour plus d'informations.

CAW 467
OTTAWA

À PROPOS DES AUTEURS

David Macdonald est un économiste principal au Centre canadien de politiques alternatives. Il dirige l'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral qui prend un nouveau regard sur la façon dont le gouvernement fédéral pourrait bâtir un Canada meilleur. David est un commentateur régulier sur les médias nationaux.

REMERCIEMENTS

Nous aimerions remercier l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada et l'Alliance de la Fonction publique du Canada pour leur solide appui.

| | |
|----|---|
| 5 | Sommaire exécutif |
| | Une approche détournée |
| | Le nombre d'emplois |
| | Qui risque de perdre |
| | Qui se distingue |
| | Un appel à la transparence |
| 10 | Contexte |
| | Une vue rapprochée |
| | Budgets d'opération – un aperçu |
| | A huis clos |
| | Tout joindre ensemble |
| | Différence entre les pommes et les oranges |
| 16 | Le dernier six milliards de dollars: Trois scénarios de compressions |
| 18 | Scénario 1: S'en prendre au personnel |
| | Le personnel d'hier, la population d'aujourd'hui |
| | Les ministères – un choc après l'autre |
| | Rapport canadien |
| | Sommaire du scénario 1 |
| 25 | Scénario 2: S'en prendre aux transferts |
| | 30% de pertes dans les secteurs clés |
| | Scénario 2 – l'impact de l'emploi |
| | Scénario 2 – sommaire |
| 30 | Scénario 3: Approche intermédiaire |
| | La fonction publique fantôme |
| | Répartition des compressions – totaux |
| | Scénario 3 – impact sur l'emploi |
| | Scénario 3 sommaire |
| 35 | Conclusion |
| | Le débat qui n'a pas eu lieu |
| | Peu importe la direction |
| | Le débat n'a pas eu lieu – à date |
| 39 | Annexe 1 |
| 42 | Annexe 2 |
| 45 | Notes |

Sommaire exécutif

DEPUIS SON ARRIVÉE au pouvoir, en 2006, le gouvernement a entrepris trois séries de compression au niveau des programmes fédéraux, du personnel et des activités du gouvernement. Les premières compressions soient les Examen stratégiques de 2007–10 représentaient des compressions de 1,82 milliard de dollars avec une perte de 6 300 emplois d’ici 2013–14. Tout comme la pointe de l’iceberg, nous avons anticipé celles-ci-l’aspect d’une certaine transparence. Par la suite, il y a eu un gel budgétaire de 2 milliards de dollars au niveau du personnel tel qu’annoncé en 2010, suivi par des compressions de 4 milliards de dollars en 2011 — Examen stratégique et fonctionnel.

Au total, le gouvernement fédéral a annoncé que les compressions dans l’appareil gouvernemental totaliseront 7,82 milliards de dollars d’ici 2014–15 lorsque l’ensemble des compressions seront en vigueur. Il y aura plus de 60 000 emplois perdus à travers le Canada.

Selon le contexte, il est fort probable que la région de la capitale nationale soit dûrement frappée avec une perte de plus de 22 000 emplois, suivi de près par la région du Canada atlantique qui est déjà prise avec un taux de chômage élevé.

Ce rapport élabore trois scénarios possibles sur la façon que les compressions seront effectuées et démontrent comment elles auront un impact non seulement sur le taux de chômage. Ce rapport suggère que les compressions affecteront les personnes les plus vulnérables: les peuples autochtones, les familles à faible revenu, les sans-emplois ainsi que l’environnement.

Une approche détournée

Quels emplois seront touchés et quelle sera la répartition entre le gouvernement, le secteur du sans but lucratif, les sociétés d'État et le secteur privé, dépend de l'ampleur des compressions; ce qui sera expliqué dans ce rapport. Cependant, il existe une autre raison. Plus les compressions sont importantes, le niveau de transparence sur ce qui sera affecté et le pourquoi de cela, ira de mal en pis.

On a même refusé de fournir des renseignements sur le gel budgétaire du personnel au Directeur parlementaire du budget puisque ceci est considéré comme «Secret du Cabinet».¹ Les signes avant courrier démontrent que le total des compressions soit 4 milliards de dollars seront déterminées ni par la participation du public ou des fonctionnaires, mais par une société d'experts-conseils privée.

Selon ce rapport, ceci est clairement une situation de désinformation et une stratégie volontaire de manque de transparence. Si vous éliminez le personnel et effectuez un virement de fonds pour soutenir un programme; il pourrait s'affaiblir et disparaître. Des discussions ou une bataille sur son importance n'auront pas lieu, car le gouvernement a manqué de transparence sur ce qui se passait.

Le nombre d'emplois

Le total des deux dernières compressions varie entre 53 800 et 62 000 emplois.

Dans le premier de trois scénarios abordés dans ce rapport, l'autre 6 milliards de dollars de compressions provient des mises à pied de personnel et des réductions de dépenses reliées à la location d'espace de bureau. Dans le deuxième scénario, toutes les compressions proviennent des sociétés d'État et du secteur non lucratif (déplacer l'impact de la perte vers les sociétés d'État). Le troisième scénario, et probablement celui qui sera mis en place, est un équilibre entre les compressions de personnel et les transferts de fonds; ce qui inclut des dépenses d'exploitation comme l'attribution de contrats à l'externe.

Tel qu'indiqué par le tableau, le scénario 1 est le pire au niveau des pertes d'emploi soit – 68 300 incluant les 6 300 emplois perdus lors des examens stratégiques de 2007–10 (qui entreront en vigueur en 2013–14). Ceci inclut également la perte estimative de 10 800 emplois dans le secteur privé puisque les besoins du gouvernement pour des concierges, gérants d'immeubles et autres seraient à la baisse.

TABLEAU 1 Pertes d'emplois sommaire par 2014–15

| | Perte d'emplois dans la fonction publique fédérale | Sans but lucratif, sociétés d'État et perte d'emplois dans le secteur privé | Total des pertes d'emplois à l'exception des examens stratégiques de 2007–10 | Total des pertes d'emplois incluant les examens stratégiques de 2007–10 |
|---|--|---|--|---|
| Scénario 1 (mise à pied de personnel) | 51 200 | 10 800 | 62 000 | 68 300 |
| Scénario 2 (compression au niveau des transferts) | 0 | 53 800 | 53 800 | 60 100 |
| Scénario 3 (une combinaison des deux) | 25 500 | 28 600 | 54 100 | 60 400 |

Source Rapports ministériels des Plans et priorités et calculs de l'auteur. Les données sur les pertes d'emplois seront au plus tard en 2014–15.

Pour fournir un aperçu, si le scénario 1 se produit en un seul coup, le taux de chômage dans la Région de la capitale nationale risque de grimper de son taux actuel de 6,2% à 9,2%, et le taux de chômage dans le Canada atlantique passerait de 9,9% à 10,4%.

Les pertes d'emplois pour les scénarios 2 et 3 se feraient de manière différente, mais leur nombre serait tout de même élevé — 60 100 et 60 400 respectivement et ce, après que les premières mises à pied de 6 300 sont comptabilisées.

Qui risque de perdre

Les examens stratégiques de 2007–10 ont pour conséquence des compressions dans des secteurs particuliers et sont maintenant inclus dans les plans ministériels. En examinant le premier scénario et en tenant compte des valeurs relatives aux transferts, on peut s'imaginer ce qui suivra:

Peuples autochtones — risquent de subir les contrecoups des compressions dans des secteurs incluant les programmes culturels et le développement des compétences, résultant des réductions de personnel dans certains ministères dont Développement des ressources humaines Canada (DRHC) et des réductions de transferts par l'intermédiaire de Patrimoine Canada. Les soins de santé et le logement sur les réserves peuvent aussi subir davantage de compressions — même avec les récents événements entourant la crise d'Attawapiskat — suite aux compressions à Santé Canada et à la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Familles à faibles revenus, personnes âgées à faibles revenus et les chômeurs — règle générale; ces programmes ne sont pas affectés avec l'exception du développement des compétences. Cependant, des compressions au niveau du personnel peuvent rendre l'accès à ces programmes plus difficiles, avec de nombreux appels téléphoniques et un service automatisé.

L'environnement — peut faire face à des compressions dans plusieurs domaines en particulier des compressions d'emplois, en particulier des réductions d'emplois à Pêches et Océans Canada ce qui aura comme conséquence moins de protection pour les espèces en voie de disparition; des compressions aux transferts d'Environnement Canada pour la production d'aliments durables; ainsi qu'une réduction des transferts aux projets pour la réduction d'émissions ou pour le développement d'une énergie de rechange.

Sécurité professionnelle et salubrité alimentaire — le secteur d'emploi des inspecteurs a connu des compressions disproportionnées ce qui signifie que des compressions possibles sont à venir Ceci en dépit de la crise de la listériose qui a frappé le Canada en 2008.

Le rôle du Canada sur la scène internationale — les transferts de l'aide aux pays comme Haiti peuvent être un endroit propice pour effectuer des compressions. Plusieurs appuient les organismes internationaux comme les services de maintien de la paix des Nations Unies.

Qui se distingue

Les premières constatations des examens stratégiques de 2007–10 indiquent que deux groupes n'ont pas eu à subir les compressions. Ces deux groupes font parti des priorités politiques des conservateurs. Nous pouvons dire sans se tromper qu'ils ne seront pas dans la dernière vague de compressions. Ces deux groupes sont:

Agents de la GRC et le personnel militaire — les fonctionnaires qui les appuient ont subi des compressions significatives dans la première vague, mais le personnel militaire et les agents de la GRC n'ont pas subi ces mêmes compressions.

L'organisme de la sécurité nationale — Service correctionnel Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité, l'Agence des services frontaliers du Canada, Sécurité publique Canada et le ministère de la Justice. En tant qu'entité, ils ont été épargnés dans les examens stratégique de 2007–

o8; particulièrement Service correctionnel Canada. Ce dernier prévoit ajouter 5 500 employés à plein temps entre 2010–11 et 2013–14 pendant que la majorité des ministères font face à des compressions.

Un appel à la transparence

Ceci est une épineuse question: si les Canadiens avaient le choix. Favoriseraient-ils des compressions dans le domaine de la santé et du logement pour les peuples autochtones afin de payer pour la construction de prisons ou favoriseraient-ils des compressions dans les inspecteurs de la sécurité afin d'augmenter la sécurité frontalière? Le gouvernement n'a fait aucun effort pour nous permettre de choisir.

De telles compressions et changements aux programmes fédéraux doivent être examinés et non approuvés à l'aveuglette. Ce rapport examine trois scénarios de compression comme moyen d'encourager la discussion même avec la détermination du gouvernement. Ceci est un appel à la transparence avant que les vagues de compressions soient irrévocables.

Contexte

DANS LES BUDGETS successifs, le gouvernement fédéral demande aux ministères d'effectuer des compressions. Pour chacune des quatre années d'examens stratégiques (2007 à 2010), les ministères devaient soumettre des propositions pour des compressions dans leurs programmes. Ces propositions ont été présentées au Conseil du Trésor pour approbation. Au total, les examens stratégiques ont eu comme résultat des compressions de 1,82 milliard de dollars à partir des estimations de base² entre 2007 et 2010 et ce, en éliminant le «gras» dans les ministères. Des compressions additionnelles ne feront que nuire aux services essentiels.

La seconde vague de compressions — un gel des budgets pour le personnel — a été présentée en 2010 et cette année fut particulièrement difficile. Certains ministères qui étaient déjà en mode de compression suite à l'examen stratégique de 2010, subissaient en même temps un gel de leurs dépenses au niveau du personnel. Les augmentations de salaire négociées devaient tout de même être accordées et ce, sans une augmentation de l'enveloppe budgétaire. Ceci a eu comme conséquence que les ministères devaient réduire leurs dépenses en personnel de 1,5% afin de maintenir le gel imposé. Ces compressions au niveau du personnel devraient générer des économies de deux milliards de dollars des estimations de base d'ici 2014–15,³ semblables à l'ensemble des compressions effectuées dans les quatre années des examens stratégiques (qui seront pleinement en vigueur d'ici 2013–14).

Enfin, le budget fédéral de 2011, comportait une troisième vague de compression dans l'ensemble de l'appareil gouvernemental intitulé: Exa-

TABLEAU 2 Compressions par année (million \$)

| | 2009-10 | 2010-11 | 2011-12 | 2012-13 | 2013-14 | 2014-15 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 2007 Examens stratégiques | 311 | 386 | 395 | 403 | 403 | 403 |
| 2008 Examens stratégiques | 349 | 449 | 586 | 598 | 604 | 604 |
| 2009 Examens stratégiques | | 152 | 248 | 287 | 288 | 288 |
| 2010 Examens stratégiques | | | 194 | 271 | 569 | 525 |
| Total- Examens stratégiques | 660 | 987 | 1 423 | 1 559 | 1 864 | 1 820 |
| 2010 Gel budgétaire du personnel | | | | 1 800 | 1 800 | 2 000 |
| 2011 Examen stratégique et fonctionnel | | | | 1 000 | 2 000 | 4 000 |
| Total-Gel et Examen stratégique et fonctionnel | | | | 2 800 | 3 800 | 6 000 |
| Total-total des compressions | 660 | 987 | 1 423 | 4 359 | 5 664 | 7 820 |

Source Budgets fédéraux de 2010 et 2011⁶

men stratégique des opérations.⁴ Au mois d'août 2011, Deloitte Canada, une entreprise canadienne membre d'une société d'experts-conseils située au Royaume-Uni a été embauchée avec des honoraires de 90 000\$ par jour. Son mandat: déterminer où effectuer des compressions.⁵ Cette dernière vague de compressions était sans aucun doute la plus importante - projection de compressions de l'ordre de 4 milliards de dollars additionnels de l'estimation de base de 2014-15.

Le gel de 2010 et l'Examen stratégique et fonctionnel a ajouté jusqu'à 6 milliards de dollars en compression en sus des compressions de 1,82 milliard de dollars dans l'examen stratégique de 2011. Au total, les ministères du gouvernement prévoient des compressions de l'ordre de 7,82 milliards de dollars d'ici 2014-15.

Malheureusement, avec l'augmentation des compressions, il y a moins de transparence. Ce niveau de transparence sur les secteurs affectés par les compressions et le pourquoi a été de mal en pis. Les examens stratégiques de 2007-10 ont fourni des renseignements sur le montant détaillé des compressions en fonction de chaque ministère même si le nom des programmes affectés demeure inconnu. Les compressions sur le gel du personnel sont de nature interne à chaque ministère avec aucune information de ce qui est touché par les compressions. On ne saura probablement jamais le nom des programmes affectés et le pourquoi. Malgré l'ampleur de la troisième vague, l'Examen stratégique et fonctionnel, aucune information sur les compressions sont disponibles à ce jour ni le pourquoi.

Le tableau 2 indique l'étendue des compressions de chacune des vagues et ce pour chaque année.

Une vue rapprochée

Au niveau du gel des budgets du personnel, chaque ministère a la responsabilité d'effectuer des compressions dans les secteurs de son choix afin de maintenir les dépenses à zéro. Pour l'Examen stratégique et fonctionnel, chaque ministère est responsable d'identifier les endroits où ils veulent couper et de soumettre deux propositions annuelles pour trois ans. L'une de ces propositions est de réduire les dépenses d'exploitation de 5% et l'autre proposition est une réduction de 10%. Le Conseil du Trésor déterminera quelle proposition sera adoptée ou demander davantage de compressions. Deloitte Canada divulguera les propositions des ministères et lesquelles seront retenues.

Alors que les conservateurs accordant la liberté aux ministères d'effectuer des compressions de leur choix, il y a quand même des contraintes sévères sur les endroits où peuvent se faire les compressions. En matière de gel du personnel, les dépenses en salaires et avantages sociaux sont gelées; ce qui représente des compressions de 2 milliards de dollars à partir de la base une fois l'exercice complétée. Cependant, l'argent est fongible et les ministères ont la liberté d'agir à leur gré afin de rencontrer leurs objectifs en plus de l'option des mises à pied. Ils peuvent aussi effectuer des compressions au niveau des dépenses d'exploitation comme la soustraction et certains modèles de transferts.

Les Examens stratégiques et fonctionnels permettent une plus grande ouverture malgré la restriction sur les budgets d'opération. Cette restriction signifie que les transferts aux autres paliers de gouvernement et probablement la bande des Premières nations ne sont pas sur la table des compressions. Ceci est en contraste des compressions par les libéraux de Paul Martin au milieu des années 1990 qui étaient en majorité axées sur la santé et les transferts sociaux aux provinces.

Les transferts aux particuliers ne sont pas sur la table. Ceci signifie que les programmes comme le Supplément de revenu garanti qui transfère des fonds directement aux personnes âgées à faible revenu, seront protégés.

Les individus peuvent remarquer de plus longs délais et de la difficulté d'avoir accès à ces programmes. Les délais peuvent être plus longs et l'accès aux programmes plus difficiles. Les transferts aux organisations par l'entremise des subventions et des contributions ne sont pas à l'abri des compressions.

TABLEAU 3 Répartition des budgets d'opération (\$mil 2011–12)

| | Salaires et avantages sociaux | Transferts | Services professionnels | Autres |
|----------------------|-------------------------------|------------|-------------------------|----------|
| Valeur totale | 35 972\$ | 20 947\$ | 9 066\$ | 14 118\$ |
| Pourcentage du total | 43% | 26% | 11% | 18% |

Source 2011–12 États financiers prospectifs des ministères

Note Les pourcentages sont du budget des opérations, et non pas de toutes les dépenses fédérales de programmes gouvernementaux. Par exemple, Salaires et avantages sociaux ne représentent que 14% des dépenses des programmes fédéraux en 2011-12.

À ce titre, les secteurs suivants sont sur la table en ce qui concerne le gel budgétaire du personnel et l'Examen stratégique et fonctionnel de 2011: salaires et avantages sociaux, services professionnels, transferts aux organisations et sociétés d'État et divers éléments opérationnels (par exemple: l'entretien, le loyer et les services publics).

Budgets d'opération – un aperçu

La plus grande dépense pour un ministère est les salaires et avantages sociaux. Pour l'année 2012, cette dépense représentait 43% du budget des opérations – en d'autres termes, 43% des programmes du ministère. Ce qui suit, ce sont les transferts qui représentent un quart soit (26%) du budget d'opération. Ce 26% inclus les subventions et les contributions du gouvernement fédéral aux organismes à but non lucratif. Tel que mentionné précédemment, les transferts aux autres niveaux de gouvernement et particuliers ne sont pas inclus.

Le troisième plus grand secteur est les services professionnels, qui représentent plus d'un dixième (11%) des programmes du ministère. Ceci signifie l'approvisionnement de services extérieurs (par exemple, combler un poste en TI ou gérer une équipe). Il est devenu plus fréquent et par conséquent plus dispendieux au fil du temps.⁷ Dans le tableau 3, tous les autres éléments dans les budgets d'opérations sont regroupés dans le secteur «autre», ce qui représente l'autre 18%. Cette catégorie générale touche tous les aspects de la location de bureau à l'entretien des immeubles. Cette catégorie inclut également les dépenses de voyage, conférences et les réceptions qui sont gelées depuis 2008.⁸

Il est important de souligner que certains ministères imposent des frais d'utilisation qui généreront des revenus d'environ 2,7 milliards de dollars.⁹ Cependant, même si le gouvernement triplait ces frais d'utilisation, ceci ne

serait pas suffisant pour couvrir les six milliards de dollars de compressions prévues au cours des deux dernières années. De plus ces frais d'utilisation ne s'appliquent pas à tout. De plus, les frais d'utilisation ne s'appliquent pas de façon universelle; ils s'appliquent qu'à certains ministères. Par exemple, Citoyenneté et Immigration imposent des frais de 476 millions de dollars pour des processus reliés à l'immigration et Parcs Canada imposent des frais d'entrée dans ses parcs nationaux de l'ordre de 111 millions de dollars annuellement. Pour ces derniers, les ministères ont proposé des augmentations au même titre que le taux d'inflation; loin de l'augmentation nécessaire de 200% pour éviter des compressions.¹⁰ Compte tenu de leur faible importance, on ne tient pas compte des frais d'utilisation dans ce rapport.

A huis clos

La délégation à chaque ministère de l'endroit où effectuer des compressions signifie qu'il n'existe aucune transparence sur la nature des compressions et le pourquoi. Le Directeur parlementaire du budget (DPB) a vivement critiqué le plan d'exécution du gouvernement pour les compressions de 2010.¹¹ Le DPB était incapable d'obtenir les renseignements sur le gel puisque le gouvernement a décidé que de tel renseignements étaient un «secret du cabinet». La désignation secrète de ces documents signifie que les gestionnaires intermédiaires qui ne possèdent pas cette attestation de sécurité doivent tenter de prendre des décisions rationnelles sans avoir les renseignements appropriés. En ce qui concerne le public, les Canadiens ne connaissent pas quels services feront partie des compressions ainsi que le montant.

La seule façon pour les Canadiens de savoir quels services feront parti des compressions est de compter les emplois perdus suite à l'annonce des pertes d'emplois.¹² Ceci est un non-respect de l'examen démocratique et nous pourrions en voir davantage dans la dernière vague de compressions — l'Examen stratégique et fonctionnel de 4 milliards de dollars.

Tout joindre ensemble

Malgré l'absence de transparence, il est possible de joindre certaines parties de l'ensemble de ce portrait. Au niveau de la dotation, les ministères publient des rapports annuels sur les plans et priorités RPP qui présentent les dépenses pour trois ans et les prédictions en matière de dotation. Le tableau 4 présente les plans du ministère en matière d'emploi. Au cours des trois

TABLEAU 4 Changements dans la dotation à la Fonction publique fédérale¹³

| | 2011-12 | 2012-13 | 2013-14 | Changement dans le personnel 2011-12 à 2013-14 | Valeur des compressions (million \$) |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|---|---|
| Total équivalents temps plein (ETPs) | 374 900 | 370 900 | 368 600 | - 6 300 | -723 |

Source 2011-12 Rapports ministériels sur les plans et priorités (RPP)

prochaines années la fonction publique fédérale anticipe des compressions de 6 300 emplois à plein temps. Ceci réduira les données sur le traitement et les avantages sociaux de 723 millions de dollars annuellement d'ici 2013-14.

Différence entre les pommes et les oranges

Les histoires médiatiques attribuent ces compressions déjà prévues (indiquées ci-dessus) au gel budgétaire du personnel ou à l'Examen stratégique et fonctionnel.¹⁴ Mais ceci est inexact. Ces compressions proviennent de la première vague (Examens stratégiques de 2007-10), et incluent des aspects comme la réduction progressive des opérations militaires en Afghanistan et la fin du recensement de 2011.

En l'absence d'une étude détaillée, des compressions de personnel peuvent être injustement effectuées. Nous pouvons perdre de vue le vrai portrait: puisqu'il n'y a eu aucun changement dans les deux dernières vagues de compressions qui sont de 6 milliards de dollars — aucun communiqué, publication ou aperçu des endroits qui seront touchés par les compressions.

Pour une explication complète sur la façon dont ce rapport a déterminé que les implications en dotation et au niveau des dépenses ni du gel budgétaire sur le personnel ou de l'examen stratégique et fonctionnel sont inclus dans les projections ministérielles (voir Annexe 2).

Le dernier six milliards de dollars: Trois scénarios de compressions

MALGRÉ QUE LE gouvernement fédéral n'a donné aucune information, certaines grandes lignes sont déjà connues et ont été soulevées plus tôt dans ce rapport. Le gel budgétaire du personnel vise les salaires et les avantages sociaux, alors que les examens stratégiques et fonctionnels ont comme cible les budgets de fonctionnement ministériels de façon plus large, incluant les transferts de fonds aux organismes à but non lucratif et aux sociétés d'État.

Trois scénarios ont été développés pour ce rapport: le premier avec toutes les compressions de personnel, le second avec les compressions en transferts et le dernier ce qui est le plus probable une combinaison de chacun. Ils montrent de façon détaillée les changements à venir pour les Canadiens avec un aperçu de l'ensemble de ce qui pourrait se produire.

Les trois scénarios ont été développés avec les hypothèses suivantes:

1. Les compressions sont proportionnelles à la grandeur: Les gros ministères subissent des compressions en chiffres absolus. Cependant, le pourcentage des compressions est le même et ce, sans distinction. Les compressions proportionnelles sont applicables par régions géographiques; les endroits avec une grosse main-d'oeuvre subissent des compressions plus importantes.

2. Certains ministères sont protégés: Plusieurs ont déjà demandé une protection en vertu des examens stratégiques de 2007–10 pendant que certains ministères continuent leur croissance, d'autres subissent des compressions. Le président du Conseil du Trésor, Monsieur Tony Clement, a proposé la continuité de ce traitement asymétrique¹⁵ et les trois scénarios adoptent la même philosophie. Ils croient que les suivants subiront le même sort (tous des priorités du gouvernement conservateur), ne subiront aucune compression en matière de dotation résultant de l'une des deux dernières vagues: agents de la GRC, personnel militaire de la Défense nationale et des forces canadiennes, Service correctionnel Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité (CSRS), l'Agence des services frontaliers du Canada, le ministère de la Justice et Sécurité publique Canada

3. L'ensemble des compressions des budgets de fonctionnement ministériels ou transferts: Présument, ces compressions proviennent des budgets d'opérations (dépenses en personnel, services professionnels et autres) ainsi que des transferts aux organismes et sociétés d'État.

4. Aucun ministère est indûment ciblé: Tous les autres ministères subissent des compressions plus importantes afin de compenser pour ceux qui sont à l'abri des compressions et qui ne sont pas identifiés ci-dessous (hypothèse 2). Cependant, aucun de ces ministères subiront des compressions additionnelles, proportionnellement que les autres.

5. Six milliards de dollars de compressions nécessaires des budgets de dépenses ministériels d'ici 2014–15: Tel que mentionné précédemment, les 6 300 emplois perdus dans les examens stratégiques de 2007–10 étaient prévus antérieurement dans les deux dernières vagues et les quatre milliards de dollars dans ces compressions indiquées dans les examens stratégiques et fonctionnels n'ont pas été inclus dans les projections ou estimations ministérielles. De plus, ces trois scénarios et la totalité de ce rapport sont documentés par une preuve indiquant que les deux milliards de dollars prévus dans le gel budgétaire du personnel ne sont pas encore inclus dans ces projections. (Pour un aperçu global, voir l'annexe 2)

Les scénarios suivants essaient de distribuer le reste du six milliards de dollars. Compte tenu de la portée limitée des compressions (par exemple opérations et transferts) la conclusion se situe entre les deux extrémités des deux premiers scénarios.

Scénario 1: S'en prendre au personnel

DANS LE SCÉNARIO 1, on prétend que la totalité des compressions seront ciblées entièrement vers le personnel et les transferts ne seront pas affectés. Compte tenu que le nombre d'emplois était à la baisse et ce, avant même le budget de 2010, les compressions additionnelles devront être effectuées parmi le personnel en place. Dans le scénario 1, on prétend que les dépenses d'exploitation en matière de personnel comme par exemple le loyer, les services publics et les communications internes — diminuent de façon proportionnelle si le personnel est réduit de 10% ce qui entraîne une réduction équivalente au niveau des dépenses.

Tel que mentionné précédemment, le scénario 1 présente de façon externe qu'il est peu probable que les compressions seront concentrés en un seul endroit. Par contre, il nous permet d'examiner le pire des scénarios pour la perte d'emplois.

Tel qu'indiqué dans l'hypothèse 2, plusieurs ministères sont protégés. Cependant, à la GRC, et la Défense nationale et les forces canadiennes, seul les officiers et le personnel militaire sont protégés. Le personnel civil n'est pas à l'abri des compressions.

Compte tenu du nombre important de postes qui sera protégé à la suite de leur statut important en vertu de la politique conservatrice (dans les ministères tel qu'indiqué à l'hypothèse 2), les compressions cumulatives aux ministères non protégés sont plus élevées. Le tableau 5 fournit la liste des

TABLEAU 5 Scénario 1, compressions dans dix ministères (000 \$)

| Ministère ou organisation | Réduction en personnel (ETP) | Salaire et avantages valeur totale des coupures | Compressions proportionnelles dans les dépenses d'administration (loyer, etc.) | Valeur totale ¹⁷ |
|---|------------------------------|---|--|-----------------------------|
| Agence du revenu du Canada | 9 000 | 691 938\$ | 122 463\$ | 814 401\$ |
| Défense nationale et les Forces canadiennes | 5 900 | 613 154\$ | 180 822\$ | 793 977\$ |
| Ressources humaines et Développement des compétences Canada | 4 700 | 399 496\$ | 69 408\$ | 468 903\$ |
| Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | 3 300 | 258 918\$ | 231 273\$ | 490 191\$ |
| Affaires étrangères Canada et Commerce international Canada | 3 000 | 244 908\$ | 101 944\$ | 346 852\$ |
| Pêches et Océans Canada | 2 400 | 218 110\$ | 44 005\$ | 262 115\$ |
| Santé Canada | 2 200 | 210 372\$ | 64 237\$ | 274 609\$ |
| Gendarmerie royale Canada | 1 700 | 182 802\$ | 32 632\$ | 215 434\$ |
| Statistique Canada | 1 600 | 135 382\$ | 37 210\$ | 172 592\$ |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | 1 500 | 130 554\$ | 21 008\$ | 151 562\$ |

Source : Calculs de l'auteur

dix ministères les plus importants en matière d'équivalents à temps plein (ETP) sous le scénario 1.¹⁶

Au total, les ministères touchés devront faire des compressions de 22% de leurs dépenses en personnel ce qui donne comme résultat une perte de 51 200 postes d'ici 2013–14. Ceci est en plus de la compression de 6 300 postes déjà prévue d'ici 2013–14, en grande partie à cause des examens stratégiques de 2007–10 (voir tableau 3). Dans le scénario 1, avec les 6 300 pertes d'emplois, 57 500 postes au gouvernement fédéral seraient éliminés d'ici 2014–15.

De plus, l'économie canadienne perdrait plus de 10 700 emplois dans le secteur privé. La raison est la réduction proportionnelle des dépenses administratives dont le loyer et les services publics qui pourraient entraîner des pertes dans le secteur privé. Le résultat est la compression totale de 62 000 emplois.

Le personnel d'hier, la population d'aujourd'hui

Une réduction de cette envergure serait équivalente aux compressions de M. Martin dans le milieu des années 1990. L'emploi dans la fonction publique (à l'exception de la GRC et du personnel militaire) diminuerait de 20%

soit 225 600 employés du jamais vu depuis l'année 2000 (le niveau d'emploi dans la fonction publique était d'environ 250 000 de 1970 à 1994, la période où M. Martin a entrepris les compressions. Par conséquent, le scénario 1 serait un deuxième creux de la vague au niveau de la dotation depuis le milieu des années 1970.

En résumé: le nombre d'employés serait équivalent ou inférieur aux années 1970, mais avec plus de 30% de Canadiens à server.

À titre de données proportionnelles au nombre total d'emplois au Canada, la fonction publique serait réduite de 0,7% du niveau de 1% dans les années 1980.

Les ministères – un choc après l'autre

L'Agence du revenu du Canada (ARC) est en haut de liste dans le scénario 1 des emplois qui seraient perdus. L'un des plus importants employeurs au gouvernement fédéral, l'ARC anticipe la création de 600 emplois au cours des trois prochaines années. Ces projections seraient annulées avec le scénario 1.

En regardant de plus près les plans de dotation de l'ARC afin de voir où les compressions additionnelles seraient le plus néfaste. Les programmes d'avantages sociaux et les programmes d'aide aux contribuables et d'aide aux entreprises, font face actuellement à des réductions de personnel en vertu des examens stratégiques de 2007–10 et les compressions futures peuvent être identiques aux compressions actuelles. Ceci signifie que les Canadiens auront davantage de difficultés à recevoir de l'aide pour leurs prestations ou pour la préparation de leurs rapports d'impôts.

Le principal programme de l'ARC est celui des Prestations universelles pour la garde d'enfants pour les familles avec des enfants en bas de six ans, la Prestation fiscale canadienne pour enfants (sans restriction de l'âge de l'enfant mais avec un revenu plafond, Prestation fiscale pour le revenu de travail-parents qui travaillent, crédit pour la TPS/TVH pour les personnes à revenus faible ou modéré. Il est évident que les compressions au niveau du personnel dans ces programmes pourraient nuire aux Canadiens les plus vulnérables. Ce qui aurait comme conséquence: de longues attentes au téléphone, des bureaux régionaux fermés et davantage d'automatisation.

Défense nationale et Forces canadiennes (MDN/FC) est de loin l'employeur le plus important au gouvernement fédéral avec plus de 97 000 employés en 2011–12, incluant 69 000 personnel militaire. Le personnel civil à lui seul compte 28 000 emplois ce qui fait de ce ministère l'un des import-

ants. Ces emplois (à la différence de ceux du personnel militaire comme discuté précédemment sont une bonne prise pour des compressions).

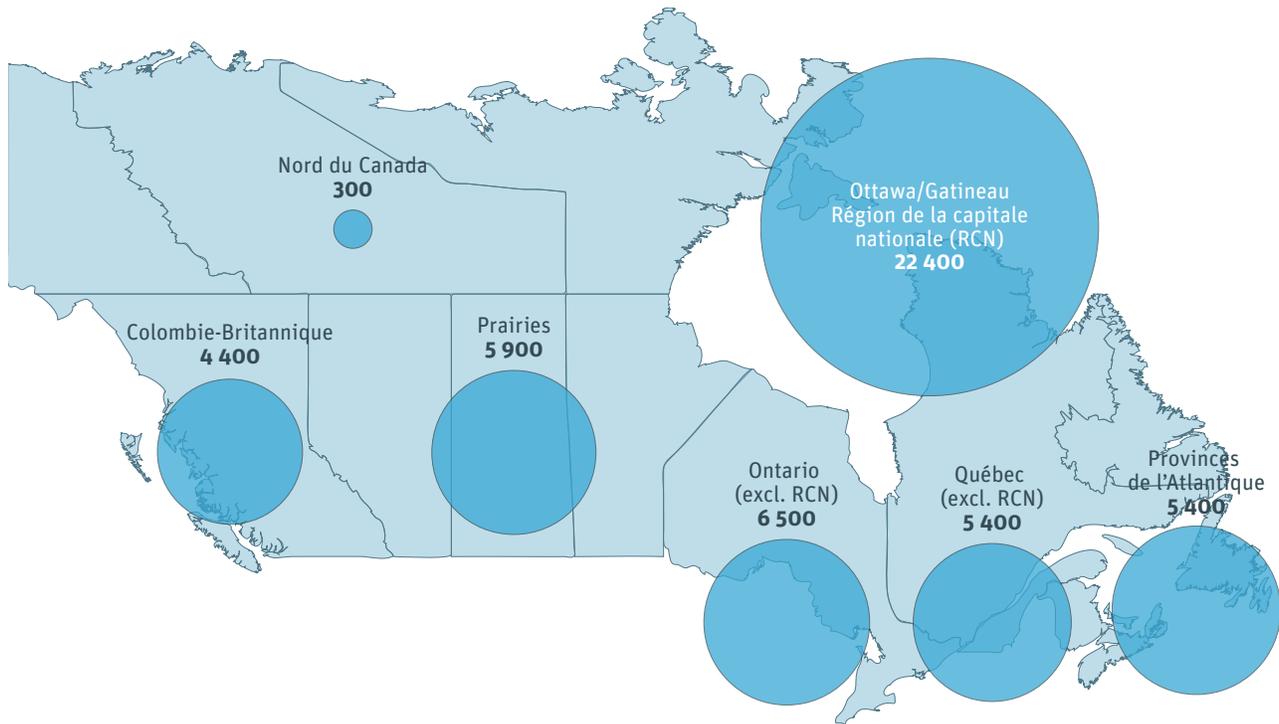
Des compressions importantes dans le personnel civil du MDN/FC sont déjà prévues suite aux examens stratégiques de 2007–10. Ces compressions qui seront en vigueur d'ici 2013–14 sont de l'ordre de 2 000; ce qui représente près du tiers des 6 300 emplois perdus suite à ces examens. La compression de 5 900 emplois prévue dans le tableau 4 serait en sus de ceux-ci. Les rapports détaillés du MDN/FC indiquent que les compressions des 2 000 premiers seront éliminées de façon équitable avec chaque division subissant subissant sa part de compression. Cette tendance aura tendance à se poursuivre.

Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) est troisième sur la liste et fait face à des pertes de 4 700 emplois d'ici 2014–15 en vertu du Scénario 1. Les niveaux de traitement à RHDCC sont relativement bas, cela a comme conséquence, le fait qu'il y aura un plus grand nombre d'emplois qui devront être coupés afin de rencontrer l'objectif financier.

Pour les examens stratégiques de 2007–10, les compressions à RHDCC ont ciblé trois secteurs: développement social, emplois et compétences et vérificateurs en main-d'oeuvre. Dans le secteur du développement social, on prévoit des compressions de l'ordre de 13% de son personnel au cours des trois prochaines années (veuillez prendre note que ces plans précèdent les deux dernières vagues de compressions et ne sont pas incluses). Cette section vient en aide aux organismes sans but lucratif afin d'améliorer le niveau de vie dans la communauté. La section de compétences et de développement fournit de l'aide aux bénéficiaires de l'assurance emploi. Les compressions rendent la situation difficile pour des Canadiens déjà victimes de pertes d'emplois et qui ont de la difficulté à avoir accès aux prestations d'assurance emploi et ceci augmente le temps d'attente pour le premier chèque¹⁸. En ce qui concerne le troisième secteur, des compressions sont déjà déterminées et ce sont les vérificateurs de main-d'oeuvre qui écoperont. Ceci, malgré le nombre croissant de blessures des employés fédéraux,¹⁹ peut être la cible de compressions additionnelles d'emplois sous le Scénario 1.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) subirait des compressions de 3 300 emplois sous le Scénario 1. Le Rapport de TPSGC sur les plans et priorités (RPP) prévoit une augmentation de 300 postes au cours des trois prochaines années. Ceci serait en sus des compressions dans le scénario 1. Malheureusement, le RRP du ministère donne peu d'information sur les niveaux de dotation donc cible potentielles pour des compressions futures ne peuvent être déterminées.

FIGURE 6 Répartition géographique des compressions dans la fonction publique



Source Rapport annuel Commission de la fonction publique,²¹ 2010-2011 et les calculs de l'auteur

Affaires étrangères et Commerce international Canada a déjà prévu la compression de 300 emplois. Le scénario 1 ajouterait 2 900 compressions d'emplois de plus. Les 300 emplois éliminés pour les examens stratégiques de 2007-10 ont affecté sérieusement la section des passeports. Ceci sous-entend que des compressions supplémentaires auraient le même impact, soit que l'attente pour des passeports serait plus longue.

Pêches et Océans Canada verrait l'élimination de 2 400 postes sous le scénario 1. Ceci est en sus des 80 emplois perdus déjà inclus dans les plans ministériels résultant des Examens stratégiques de 2007-10. Ces 80 emplois sont centrés sur deux secteurs: la Stratégie des pêches autochtones et les espèces aquatiques à risque. Si les compressions additionnelles suivent le même tracé, ceci pourrait avoir comme conséquence moins d'appui pour la pêche dans les communautés autochtones et moins de protection pour les espèces en voie de disparition.

Santé Canada verrait l'élimination de 2 200 postes sous le scénario 1. Ceci serait en sus des 200 emplois déjà prévus dans les compressions de 2013-14. Ces compressions antérieures ont grandement frappé les commun-

atés de Premières nations et des Inuits. Les plus importantes sont concentrées sur les infrastructures de santé des Premières nations et l'appui pour les soins de santé de premier plan pour les Premières nations. Si les compressions dans le scénario 1 suivent ce tracé; ceci pourrait nuire aux conditions de santé épouvantables qui existent déjà sur les réserves au Canada.

La GRC fournit du travail à 30 500 personnes dont — 22 900 officiers de la GRC et 7 600 civils. En ce qui concerne le MDN/FC, seul le personnel civil est passible de subir des compressions. En vertu du scénario 1, il y aurait perte de 1 700 postes, en plus des 1 800 annoncés dans la première vague (Examens stratégiques de 2007–10) compressions qui sont déjà prévues.

Tel que mentionné précédemment, le projet de recensement de **Statistique Canada** tire à sa fin. Dans son plan préexistant de supprimer 1 100 postes. Le scénario 1 forcerait des réductions additionnelles de 1 600 postes à Statistique Canada.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments, pour sa part éliminerait 1 500 postes dans le scénario 1, en plus des 200 postes déjà annoncés dans les plans ministériels. La première vague de compression se concentrerait sur le programme de la salubrité des aliments qui émettent des rappels d'aliments, assure la sécurité, assure la salubrité des aliments qui traversent les frontières et qui fait référence aux aliments Maple Leaf et la listériose — procède à l'inspection des abattoirs. Si le scénario 1 suivait les modèles préexistant, la capacité du Canada d'assurer que les aliments peuvent être consommés en toute sécurité serait sérieusement compromise.

Rapport canadien

La structure géographique du Canada tel que mentionnée plus tôt laisse croire que les compressions sont proportionnelles aux endroits où sont concentrés les emplois au gouvernement fédéral. Veuillez aussi prendre note que le total des postes mentionné au tableau 5 sont (tout comme le tableau 4) uniquement des postes de la fonction publique. Les 10 700 emplois qui seraient perdus dans le secteur privé ne peuvent être divisés de cette manière.

Ce qui ressort du tableau 5 est l'impact que le scénario 1 pourrait avoir sur l'emploi dans la Région de la capitale nationale (RCN) qui inclus Ottawa et Gatineau—près de 22 400 emplois perdus. Ceci n'inclut pas les compressions des examens stratégiques de 2007–10. Avec une main-d'oeuvre de 738 000 dans la RCN, le scénario 1 augmenterait le taux de chômage de 6,2% (d'octobre 2011) à 9,2%²⁰—un dur coup pour l'économie de la région.

Malgré sa petite population, le Canada Atlantique serait directement touché sous le scénario 1 avec la perte de plus de 5 400 emplois à temps plein. La section civile du MDN/FC et Pêches et Océans Canada ont une présence significative dans cette région. Puisque les deux sont parmi les 10 ministères pour les compressions (tableau 4), cette région serait affectée. À partir d'octobre 2011, le taux de chômage était à 9,9%²²—qui est déjà élevé. Si le scénario 1 était mis en application le taux serait de 10,4%.

Les pertes d'emplois dans les autres régions du Canada sont plus ou moins proportionnelles à sa population.

Sommaire du scénario 1

Si le gouvernement décidait de récupérer l'autre 6 milliards de dollars en compression de poste, le résultat serait catastrophique. Les Canadiens les plus vulnérables seraient grandement touchés dont: la condition de santé des peuples autochtones serait davantage en perte de vitesse. Les personnes qui viennent de perdre leur emploi devront attendre plus longtemps pour recevoir leur premier chèque d'assurance emploi et les organismes sans but lucratif oeuvrant dans des communautés souffriraient également. Avec moins d'inspecteurs du gouvernement dans les lieux de travail du gouvernement et la salubrité des aliments, le risque pour les gens risquent d'augmenter. De plus, recevoir de l'aide pour la préparation des rapports d'impôts serait de plus en plus difficile. Rectifier les problèmes avec les avantages ou y avoir accès — deviendrait plus difficile et plus décourageant pour les familles à faible revenus et serait même interdit pour certains.

Alors que les villes d'Ottawa et de Gatineau subiraient près de la moitié des compressions, la région du Canada Atlantique serait grandement touchée. En conclusion, le scénario 1 verrait un impact sur les services envers les Canadiens les plus vulnérables ainsi qu'une augmentation du taux de chômage dans une région qui ne peut se permettre davantage de mauvaises nouvelles.

Scénario 2: S'en prendre aux transferts

LE SCÉNARIO 1 a analysé une extrémité avec le 6 milliards de dollars puisé de la plus grande catégorie dans le budget de fonctionnement des ministères — dépenses en personnel. Le scénario 2 examine une autre extrémité où toutes les compressions sont effectuées dans la deuxième plus grande catégorie — les transferts.

Tel que mentionné précédemment, les transferts aux autres niveaux de gouvernement et les bandes des Premières nations sont exclues ainsi que les transferts aux particuliers. Le scénario 2 examine uniquement les transferts aux organisations qui sont indépendants du gouvernement (par exemple un organisme à but non lucratif qui reçoit des subventions fédérales pour leur fonctionnement) ou une société d'État qui est financée par le gouvernement comme la SRC. Malgré ces restrictions, les transferts qui sont sur la table de compressions totalisent environ 21 milliards de dollars annuellement (voir tableau 2).

Les ministères qui représentent les priorités importantes des Conservateurs (MDN/FC, Services correctionnels Canada, etc) seront à nouveau protégés des compressions. Cependant, cette disposition est beaucoup moins importante dans le scénario 2, puisque les ministères protégés donnent peu en transferts.

TABLEAU 7 Les 10 plus importantes compressions (million \$)

| Ministère ou organisation | 2012 transferts (million) | Valeur monétaire (million) |
|---|---------------------------|----------------------------|
| Agence canadienne de développement international | 3 235\$ | 971\$ |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 1 907\$ | 572\$ |
| Santé Canada | 1 420\$ | 426\$ |
| Société Radio Canada | 1 074\$ | 323\$ |
| Agriculture et agroalimentaire Canada | 1 065\$ | 320\$ |
| Patrimoine Canada | 969\$ | 291\$ |
| Instituts de recherche en santé du Canada | 928\$ | 278\$ |
| Ressources naturelles Canada | 896\$ | 269\$ |
| Ministère des affaires étrangères et Commerce international | 886\$ | 266\$ |
| Ressources humaines et développement des compétences Canada | 884\$ | 265\$ |

Source États financiers prospectifs, Budget principal des dépenses et calculs de l'auteur

30% de pertes dans les secteurs clés

Les transferts admissibles verraient des compressions de l'ordre de 30% afin de couvrir pleinement le reste des compressions de l'ordre de 6 milliards de dollars. Puisque ce ne sont que certains ministères qui fournissent des transferts aux sociétés d'État ou organismes à but non lucratif, le scénario 2 se concentre sur certains secteurs clés.

La cible la plus tentante pour des compressions au niveau des transferts serait l'**Agence canadienne de développement international (ACDI)**. Cette agence de financement pour de l'aide internationale achemine de façon bilatérale des argent canadiens aux gouvernements des pays pauvres et de façon multilatérale à travers des organismes dont la Banque mondiale. De façon moins considérable, il y a le soutien financier des projets internationaux par les ONG incluant CARE Canada et la Croix rouge.

Le scénario 2 verrait des compressions d'environ un milliard de dollars du budget de l'ACDI. Ceci réduirait l'aide canadienne aux pays comme Haiti.

La deuxième compression la plus imposante serait au niveau de la **Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)**. Plusieurs Canadiens connaissent la SCHL comme une assurance hypothécaire, mais elle est impliquée au niveau des logements abordables et sur les réserves. Le scénario 2 aurait aucun impact sur la division de l'assurance hypothécaire, qui s'auto-finance. À défaut, les compressions seraient effectuées sur les subventions pour le logement abordable et des améliorations aux loge-

ments sur les réserves. Ceci serait en addition aux compressions massives existantes qui ont été faites pour le logement abordable dans la préparation du budget de 2010.

La troisième compression la plus imposante serait à **Santé Canada** avec des compressions de 426 millions de dollars en transferts. Les transferts serviraient presque entièrement à l'amélioration des piètres soins de santé dans les communautés des Premières nations et Inuits. En particulier les fonds à Santé Canada pour les soins de santé primaires aux Premières nations, infrastructure en matière de santé et les programmes pour combattre les maladies transmissibles. Le scénario 2 verrait le financement pour ces efforts réduit de façon significative, ce qui entraîne la détérioration de la santé de la population — incluant les enfants — et rendant une situation insoutenable se dégradant.

La **SRC serait** quatrième pour des compressions de 323 millions de dollars annuellement. Environ les deux tiers du financement proviennent du gouvernement fédéral et l'autre tiers provient des revenus de publicité. Une compression de cette ampleur nécessite plusieurs mécanismes d'ajustement de la part de la SRC. On assisterait sûrement à la fermeture de petites stations radio et télévision. Cela peut aussi signifier davantage de publicité et moins d'argent pour le contenu canadien et des compressions dans la programmation régionale.

Dans le scénario 2, on verrait des compressions de transferts de 320 millions de dollars à **Agriculture et agroalimentaire Canada**. La majorité de ces transferts sont pour appuyer l'assurance récolte et les prêts, mais ils sont exclus de cette analyse. Après les programmes exclus, la majorité des compressions seraient sur les prochains grands programmes — ceux qui viennent en aide aux fermiers pour qu'ils s'adaptent à la nouvelle technologie, obtenir de la formation sur la gestion d'entreprise et apprendre de meilleures pratiques écologiques en matière d'agriculture. Agriculture et agroalimentaire Canada fournit également une aide considérable aux organisations qui tracent les aliments afin de tenter de réduire l'impact environnemental sur les usines de transformation.

Le ministère de Patrimoine Canada subventionne des programmes artistiques et culturels. Si le scénario 2 était mis en application, des compressions de 291 millions de dollars seraient nécessaires. Au niveau de l'importance de magnitude, les programmes d'appui aux langues officielles du ministère qui permettent des échanges entre la culture française et anglaise. Le sport incluant le développement de jeunes athlètes reçoit des subventions importantes de Patrimoine Canada. Les revues canadiennes reçoivent de l'aide avec

des tarifs postaux réduits payés par le ministère. L'aide financière pour les Canadiens d'origine autochtone serait à nouveau sur la table des compressions possibles; leurs activités artistiques et culturelles reçoivent une aide financière importante grâce au Programme des Autochtones.

À la suite de ces programmes importants suivent de petits programmes qui appuient l'expression artistique et culturelle au Canada. Tous ces programmes feraient l'objet de compressions sous le scénario 2.

Instituts de recherche en santé au Canada (IRSC) est l'un des plus importants bailleur de fonds pour la recherche en santé au Canada. Le scénario 2 verrait des compressions de l'ordre de 278 millions de dollars en aide aux universités et hôpitaux impliqués dans la recherche en santé. Des compressions de cette envergure affecteront plusieurs secteurs de la gestion des maladies chroniques au Canada à la qualité des soins primaires. Tout ceci dans le coeur d'une crise des soins de santé.

La majorité des transferts de **Ressources naturelles Canada** appuie le développement de l'énergie renouvelable et propre. Ces transferts seraient menacés au montant de 269 millions de dollars annuellement dans le scénario 2. Les transferts aux programmes importants incluent l'écoénergie pour les biocombustibles, qui encouragent les alternatives renouvelables au diesel et l'essence. En second lieu, son fonds pour l'énergie propre appuie les projets pilotes pour la réduction des gaz à effet de serre par le captage et stockage de CO₂. La troisième source importante de transfert vers l'écoénergie pour le programme d'énergie renouvelable qui appuie le développement de sources d'énergie non polluantes incluant l'énergie géothermique, solaire et éolienne.

Avec le retrait du Canada de l'entente de Kyoto, des compressions à ces programmes pourraient être inquiétantes. L'impact serait un ralentissement de la réaction du Canada au changement climatique.

Les transferts du ministère des affaires étrangères et Commerce international Canada (**MAECI**) sont tous dirigés vers les organisations internationales. Ces transferts comprennent plusieurs éléments dont les paiements à l'Organisation mondiale du commerce aux cotisations des Nations Unies qui subventionnent une partie de la mission des soldats des autres pays lorsqu'ils sont impliqués dans des missions de maintien de la paix pour les Nations Unies (Ceci est en plus des contributions du MDN/FC ou personnel de la GRC) Le financement pour ces initiatives internationales serait menacé dans le scénario 2, ce qui diminuerait de façon considérable l'influence et le rôle du Canada à l'étranger.

La dixième victime du scénario 2 est **Ressources humaines et développement des compétences Canada (RHDC)**. Tout comme Patrimoine Canada, RHDC fournit des transferts à plusieurs programmes. Les plus importants programmes mettent l'emphase sur la formation axée sur les compétences et les emplois pour des groupes incluant les Canadiens d'origine autochtone, les jeunes, les travailleurs âgés, les travailleurs ayant une limitation fonctionnelle et les travailleurs qualifiés. RHDC fournit également des prêts d'étude canadiens et des bourses aux étudiants et appui des programmes pour réduire le nombre de sans-abri. Ces programmes subiraient des compressions de l'ordre de 265 millions de dollars en vertu du scénario 2.

Scénario 2 – l'impact de l'emploi

Les impacts de l'emploi du scénario 2 sont moins grands que ceux dans le scénario 1—soit 53 800 emplois de perdus pour l'économie canadienne.

Ces pertes d'emplois peuvent être évaluées avec moins de précisions que celles dans le scénario 1 compte tenu du manque d'information. Cependant, les multiplicateurs économiques dont l'emphase est sur l'emploi peuvent fournir un aperçu de leur impact à l'échelle canadienne.²³ Ces compressions dans les transferts à l'ACDI et au MAECI ne devraient pas avoir un tel impact puisqu'elles sont au niveau international. Les autres compressions auraient un impact sur les emplois au Canada sauf dans la fonction publique fédérale. Ces compressions affecteraient plutôt les sociétés d'État et les organismes à but non lucratif. Dans ces secteurs, on prévoit des compressions de 53 800 postes. En termes de perte d'emplois, les effets du scénario 2 peuvent se résumer de la façon suivante: le gouvernement transfère la responsabilité aux autres.

Scénario 2 – sommaire

Ici tout comme le scénario précédent, aurait un impact majeur au Canada et ailleurs dans le monde. Tout soit les soins de santé à la culture, le logement abordable à notre participation financière sur la scène internationale serait grandement affecté si les compressions étaient ciblées uniquement sur les transferts.

Scénario 3: Approche intermédiaire

LES SCÉNARIOS 1 et 2 se situent aux extrémités sur la courbe. Ils sont le pire des scénarios dans une direction comme dans l'autre — dotation dans la fonction publique ou les transferts. Cependant le scénario 3 est plus équilibré et plus réaliste (par exemple probable). Il attribue les 6 milliards de dollars des deux dernières vagues de compressions de façon proportionnelle entre le personnel, les transferts les services professionnels et autres choses dans les budgets de fonctionnement ministériel. Contrairement aux deux premiers scénarios, le scénario 3 inclut les catégories «l'autre» et les «services professionnels» (voir tableau 2), qui sont comme toute autre chose dans les budgets d'opération sur la table pour des compressions.

La fonction publique fantôme

Les services professionnels représentent 11% des budgets de fonctionnement des ministères (voir tableau 2), et sont utilisés comme cible potentielle pour des compressions dans le scénario 3. De plusieurs façons, ils devraient être l'un des plus attrayants, puisque le personnel actuel ou les transferts ne sont pas touchés. Des compressions dans ces secteurs augmenteraient la charge de travail du personnel au gouvernement et la majorité des services professionnels signifie des contractuels qui effectuent du travail de

TABLEAU 8 Distribution intermédiaire des compressions (million \$)

| Réduction d'employés dans la fonction publique | Valeur monétaire des employés | Services professionnels | Transferts | Autres | Valeur totale |
|--|-------------------------------|-------------------------|------------|--------|---------------|
| 25 500 | 2 358\$ | 566\$ | 2 192 \$ | 868\$ | 5 985\$ |

Source : calculs de l'auteur

bureau au gouvernement. Les premiers résultats après le gel budgétaire du personnel qui ont été annoncés en 2010 indiquaient que les gestionnaires hésitaient à faire des compressions auprès de leurs contractuels.²⁴

Les compressions anticipées pour les services professionnels au scénario 3 ne seront peut être pas atteints. Cependant, par souci d'un scénario équilibré qui examine toutes les possibilités, les services professionnels sont considérés comme une cible viable comme tout autre.

Répartition des compressions – totaux

Comme dans les scénarios précédents, certains ministères sont protégés des compressions. Les parties non civiles du MDN/FC et de la GRC sont protégées, par exemple même si les bureaux civils ne sont pas protégés. Les transferts sont encore une fois limités aux organisations ou sociétés d'État. Les 6 300 emplois déjà prévus dans les compressions à la suite des examens stratégiques de 2007–10 seraient en priorité dans les estimations dans le scénario 3.

Le tableau 8 indique la distribution des compressions d'application générale de 11% qui seraient nécessaires pour que le gouvernement puisse atteindre son objectif de 6 milliards de dollars d'ici 2014–15. Malgré cette approche intermédiaire, le scénario 3 nécessite quand même des compressions importantes au niveau du personnel et des transferts. Des compressions de 25 000 employés dans la fonction publique fédérale seraient nécessaires – soit une réduction d'environ 7%. Il y aurait des compressions de l'ordre de 2,2 milliards de dollars dans les transferts. Les conséquences seraient semblables à celles dans les scénarios 1 et 2, mais à un niveau inférieur. Les «autres» et dépenses d'exploitation et les services professionnels seraient également affectés, mais compte tenu de leur dimension dans la majorité des ministères, leur contribution est faible dans le scénario complet.

Le tableau 9 indique les compressions selon les catégories, pour les dix principaux ministères. Ils sont par ordre de la valeur totale des compressions dans l'ensemble des catégories de budget de fonctionnement. Puisque

TABLEAU 9 Les 10 compressions intermédiaires (000 \$)

| Ministère ou organisation | Employés coupés | Valeur monétaire des coupures | Services professionnels | Transferts | Autres | Total des coupures |
|--|-----------------|-------------------------------|-------------------------|------------|-----------|--------------------|
| Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | 1 640 | 129 459\$ | 88 814\$ | 572\$ | 236 973\$ | 455 818\$ |
| Agence du revenu du Canada | 4 476 | 345 969\$ | 21 254\$ | - \$ | 77 938 \$ | 445 160\$ |
| Ressources humaines et Développement des compétences Canada | 2 337 | 199 748\$ | 55 380\$ | 97 291\$ | 38 904\$ | 391 324\$ |
| Santé Canada | 1 076 | 105 186\$ | 43 537\$ | 156 248\$ | 84 157\$ | 389 129\$ |
| Agence canadienne de développement international | 210 | 21 538\$ | 3 719\$ | 355 905\$ | 3 956\$ | 385 118\$ |
| Ministère des affaires étrangères et du Commerce international | 1 469 | 122 454\$ | 30 002\$ | 97 427\$ | 61 675\$ | 311 557\$ |
| Defence nationale et les Forces canadiennes | 2 932 | 306 577\$ | - \$ | - \$ | - \$ | 306 577\$ |
| Agriculture et agroalimentaire Canada | 625 | 66 197\$ | 17 411\$ | 117 199\$ | 19 985\$ | 220 793\$ |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | | - \$ | - \$ | 209 817\$ | - \$ | 209 817\$ |
| Pêches et Océans Canada | 1 215 | 109 055\$ | 26 160\$ | 14 042\$ | 36 332\$ | 185 589\$ |

Source : calculs de l'auteur

le scénario ressemble de près à la réalité à venir, une version plus développée du tableau 8 est incluse comme annexe dans ce rapport (Annexe 1). Ce tableau montre les ministères tous les ministères et les sociétés d'État avec plus de 100 équivalents temps plein.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) est à la tête de la liste pour le scénario 3, principalement en raison des compressions massives dans les réparations et l'entretien, qui entre dans la catégorie «autre». TPSGC est responsable pour l'entretien des édifices du gouvernement. Le scénario 3 prévoit une baisse significative de l'entretien à effectuer. Ceci n'est peut-être pas une sage décision, car les coûts d'entretien peuvent augmenter à l'avenir — mais il est possible que ceci se produira.

Les services professionnels et les niveaux de dotation subiront également des compressions. Les services professionnels est une catégorie importante à TPSGC, car ce ministère est responsable de l'administration de l'approvisionnement extérieur du gouvernement.

Agence du revenu du Canada effectue des compressions principalement au niveau du personnel et environ à moitié du taux dans le scénario 1. Les coûts élevés des loyers pour les bureaux, les dépenses en téléphone et frais de poste feraient partie des compressions, mais il n'est pas certain si les compressions seraient aussi profondes que l'exige le scénario 3.

Ressources humaines et développement des compétences Canada (RHDCC) est dûrement frappé à la fois au niveau de la dotation et des transferts. Pour ce ministère le scénario 3 est pire que les scénarios 1 et 2 avec des compressions en dotation et transferts.

Santé Canada subit des compressions au niveau des transferts et de la dotation.

ACDI subit des compressions uniquement au niveau des transferts, soit les plus importantes compressions en transferts de tous les ministères. Tel que mentionné au scénario 2, les compressions à l'ACDI réduirait l'aide bilatérale et multilatérale du Canada aux pays les plus pauvres.

Ministère des Affaires étrangères et Commerce international (MAECI) verrait son personnel ainsi que les transferts grandement touchés dans le scénario 3. Pour le MAECI et RHDCC, le scénario 3 est un regroupement des deux premiers scénarios.

Défense nationale et les Forces canadiennes verraient des compressions importantes dans le personnel civil mais tel que mentionné plus tôt, aucun autre secteur serait touché.

Les compressions à **Agriculture et agroalimentaire Canada** seraient principalement au niveau des transferts, ce qui aurait un impact sur les programmes d'aide aux fermiers pour améliorer leurs pratiques agricoles et compétences en affaires et soucieux de l'environnement.

Comme société d'État, la **SCHL** peut subir des compressions qu'au niveau des transferts. La conséquence probable serait une baisse importante dans l'appui aux projets pour des logements abordables sur les réserves.

Pêches et Océans Canada, avec sa grande masse salariale, des compressions seraient au niveau du personnel. Le personnel travaille de façon disproportionnelle dans le Canada atlantique.

Scénario 3 – impact sur l'emploi

Le scénario 3 verrait la suppression de 54 100 emplois de l'économie canadienne dont 25 500 au gouvernement fédéral et approximativement 28 600 ailleurs. Ceci est inférieur au scénario 1 qui prévoit des pertes d'emploi de 62 000, mais avec une répartition différente, puisque les pertes d'emploi au scénario 1 étaient surtout dans la fonction publique. Dans le scénario 3— ce qui se produira probablement — les organismes à but non lucratif et le secteur privé verront des compressions importantes au niveau de l'emploi.

Faire le calcul des compressions d'emplois au gouvernement est fort simple; cependant les effets de ces compressions sur les transferts, services professionnels et autres dépenses d'exploitation sont plus difficiles à évaluer. Avec moins de financement, les organismes à but non lucratif devront réduire leur personnel de même que les agences d'approvisionnement et les entrepreneurs en réparation seraient sans emploi.

La répartition géographique de ces conséquences additionnelles ne peut être calculée avec les données disponibles. Cependant, les multiplicateurs économiques ont servi à évaluer la perte d'emplois pour l'économie canadienne²⁵ avec un nombre de 28 600. (Ceci exclut toute perte d'emploi de l'ACDI et des transferts du MAECI, puisque ces emplois ne sont pas des emplois canadiens.)

Scénario 3 sommaire

Le scénario 3 répartit les compressions de façon équilibrée — parmi le personnel, les transferts et dépenses d'exploitation — cependant, certains secteurs de certains ministères seraient plus durement touchés. De plus, il ne sera peut être pas possible de mettre en place certaines compressions proposées dans le scénario 3, en particulier dans le loyer de bureau et les secteurs des communications. Ceci peut signifier que certains secteurs dont la dotation et les transferts seront forcés de subir certaines compressions.

Cependant, le scénario 3 fournit un meilleur aperçu des véritables compressions qui se produiront au cours des prochaines années. Puisque le gouvernement décide de ne pas couper dans certains secteurs, des compressions plus importantes seront nécessaires pour atteindre l'objectif de 6 milliards de dollars.

Conclusion

AVEC L'ABSENCE DE renseignement de la part du gouvernement sur la répartition des compressions dans les deux dernières vagues — le gel budgétaire du personnel et l'Examen stratégique et fonctionnel de 2011 — il est possible de savoir où les coupures seront effectuée. De façon logique, les compressions doivent tomber dans les limites déterminées par les trois scénarios, probablement plus près du scénario 3.

Le débat qui n'a pas eu lieu

Le débat sur la politique publique qui devrait avoir lieu entourant ces trois vagues consécutives sur les compressions n'ont tout simplement pas lieu. Les discussions sont considérablement restreintes par le sérieux manque de renseignement de la part du gouvernement fédéral. En l'absence de données sur ce que perdent les Canadiens par ces compressions, il est très difficile de peser les aspects positifs et négatifs. Compte tenu de la grande portée de ces compressions tel qu'énoncé dans ce rapport le manqué de transparence est préoccupant.

En termes d'emplois, la Région de la capitale nationale sera affectée de façon disproportionnelle par toute compression au niveau de la dotation, compte tenu de la majorité des travailleurs du gouvernement fédéral. Cependant, les compressions au niveau du personnel du gouvernement affecteront aussi le Canada atlantique de façon disproportionnée. Ceci est suite au faible

TABLEAU 10 Les effets de l'emploi par scénario

| | Perte d'emplois dans la fonction publique fédérale | Perte d'emplois dans les organismes à but non lucratifs, Sociétés d'États et secteur privé | Total perte d'emplois |
|---------------------------------|--|--|-----------------------|
| Scénario 1 | 51 200 | 10 800 | 62 000 |
| Scénario 2 | 0 | 53 800 | 53 800 |
| Scénario 3 | 25 500 | 28 600 | 54 100 |
| Examens stratégiques de 2007–10 | 6 300 | Inconnu | 6 300 |

taux de population dans la région et le fait que l'employeur le plus important soit le gouvernement fédéral a une présence importante dans la région.

Les emplois civils avec la GRC et le ministère de la Défense nationale et les Forces canadiennes (MDN/FC) font actuellement parti des compressions suite aux examens stratégiques de 2007–10. Compte tenu de leur nombre imposant, il se peut que des compressions additionnelles aient lieu. Ces employés ne reçoivent pas le même niveau de protection que les soldats et les officiers (qui sont protégés des compressions tout comme le personnel de certains ministères dont le SCRS et Service correctionnel Canada).

Peu importe le scénario qui se précise, la perte d'emplois sera importante. La perte sera très importante si les compressions sont axées uniquement sur la fonction publique fédérale. Cependant, si elles sont réparties de façon générale, cela signifie que le gouvernement passe la responsabilité aux autres – aux organismes à but non lucratif, les sociétés d'États et les entreprises privées qui font des affaires avec le gouvernement. Veuillez prendre note que les totaux dans le tableau 10 sont en sus des 6 300 emplois déjà prévus dans les compressions d'ici 2013–14 suite aux Examens stratégiques de 2007–10.

Peu importe la direction

Compte tenu de la répartition des dépenses du gouvernement fédéral, plusieurs secteurs importants risquent d'être affectés peu importe la direction que prendra les compressions. Ces secteurs ou thèmes représentent un lien entre les catégories de dépenses d'exploitation et les divers ministères, puisqu'ils sont affectés par plusieurs facteurs, fort à parier qu'ils subiront des compressions peu importe la direction prise.

Les peuples autochtones sont un exemple parfait. Les soins de santé des Premières nations et des Inuits sont financés principalement par Santé Canada. Les transferts de fonds et la dotation sont des secteurs qui feront fort probablement partie des compressions et ce, malgré les importantes compressions déjà annoncées. Le logement des Premières nations sur les réserves subiront des compressions financières si les transferts de la SCHL sont affectés — ceci dans la foulée de la crise de Attawapiskat. Les programmes spéciaux pour les communautés autochtones axés sur la compétence sont déjà menacés au Ministère de ressources humaines et développement des compétences Canada (RHDC) et les programmes culturels autochtones feront probablement partie des compressions à Patrimoine Canada.

Les Canadiens à faibles revenus seront très affectés car les compressions se font sentir dans les organismes à but non lucratif sous RHDC. Ils fournissent des programmes pour des familles à faibles revenus et les particuliers. Les prestations et les programmes de crédit d'impôt seront plus difficilement accessibles par l'intermédiaire de Revenu Canada, même si les prestations demeurent les mêmes. Il y aura moins de personnel pour prendre les appels et régler les problèmes. Le même problème affectera les bénéficiaires de l'assurance emploi qui communiquent avec RHDC. Dans ce cas, les compressions se font déjà sentir — des attentes plus longues pour recevoir le premier chèque, difficulté d'avoir accès au personnel et pour la première fois, aucun temps supplémentaire pour aider le personnel à traiter les chèques avant Noël.²⁶ Tout ceci avant les deux dernières vagues de compressions sont mises en application.

Inspecteurs du gouvernement verront peut être leur nombre réduit selon la tendance actuelle. Les inspecteurs en main-d'oeuvre dans les lieux de travail fédéral peuvent voir leur charge de travail augmenter avec une diminution des ressources, résultant dans l'augmentation du nombre de travailleurs blessés. La salubrité des aliments devient une préoccupation importante pour les Canadiens. Ceci fait suite aux compressions anticipées dans les emplois d'inspection dans la salubrité des aliments, mais également des compressions à Agriculture et agroalimentaire Canada. Ce dernier effectue des transferts de fonds pour aider les agriculteurs et les abattoirs à utiliser de meilleurs mécanismes de suivi des aliments.

Agriculture et agroalimentaire Canada finance des programmes afin d'aider les agriculteurs à mettre en place des procédures écologiques. **L'environnement** est un autre secteur qui pourrait être touché de plusieurs façons, incluant des compressions de Ressources naturelles Canada pour des

programmes qui réduisent les émissions de GES et appuient les sources d'énergie non polluante incluant l'énergie solaire et éolienne.

Le statut du Canada au niveau international risque de subir des contre-coups peu importe le scénario qui est adopté. Les transferts par l'ACDI et l'appui à la mission de paix de l'ONU et autres organisations internationales entraînent des coûts. Compte tenu du faible impact au niveau national, ces objectifs peuvent être difficiles à résister.

Les grands gagnants ou plus précisément ceux qui seront épargnés seront les ministères qui ne subiront pas des compressions importantes. Certains ministères qui représentent les priorités politiques des conservateurs ont été épargnés dans les trois scénarios de ce rapport. La raison est qu'ils ont été épargnés de la première vague de compression. Il semblerait que ceci va se poursuivre. Certains ont même constaté une croissance importante. Notamment Service correctionnel Canada qui planifie d'ajouter 5 500 emplois entre 2010 et 2014. Agence des services frontaliers du Canada et le ministère de la Justice planifient d'ajouter 300 à 400 emplois respectivement, pendant que la majorité des ministères voient des compressions importantes.

Le débat n'a pas eu lieu – à date

La question demeure ouverte à savoir si les Canadiens avaient le choix, couperaient-ils dans les soins de santé aux Autochtones, logements et programmes culturels afin de payer pour des prisons ou s'ils préfèrent des compressions au niveau des inspecteurs de la sécurité afin d'augmenter la sécurité aux frontières. Il y a un besoin de transparence afin que des engagements importants et discussions puissent débiter. Sans la divulgation gouvernementale sur l'endroit et le comment les compressions doivent se faire, il est impossible pour les Canadiens de déterminer si certaines compressions sont appropriées. Les Canadiens ont besoin de connaître ce qu'ils risquent de perdre et ce qu'ils recevront en échange.

Annexe 1

Scénario 3: Une liste complète

TABLEAU 11 Scénario 3 une liste complète*

| Ministère ou organisation | Employés coupés | Valeur des employés coupés (000 \$) | Services professionnels (000 \$) | Transferts (000 \$) | Autres (000 \$) | Valeur total (000 \$) |
|---|-----------------|-------------------------------------|----------------------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|
| Travaux publics et Services gouvernementaux Canada | 1 640 | 129 459\$ | 88 814\$ | 572\$ | 236 973\$ | 455 818\$ |
| Agence du revenu du Canada | 4 476 | 345 969\$ | 21 254\$ | - \$ | 77 938\$ | 445 160\$ |
| Ressources humaines et Développement des compétences Canada | 2 337 | 199 748\$ | 55 380\$ | 97 291\$ | 38 904\$ | 391 324\$ |
| Santé Canada | 1 076 | 105 186\$ | 43 537\$ | 156 248\$ | 84 157\$ | 389 129\$ |
| Agence canadienne de développement international | 210 | 21 538\$ | 3 719\$ | 355 905\$ | 3 956\$ | 385 118\$ |
| Affaires étrangères et du Commerce international Canada | 1 469 | 122 454\$ | 30 002\$ | 97 427\$ | 61 675\$ | 311 557\$ |
| Défence nationale et les forces canadiennes | 2 932 | 306 577\$ | - \$ | - \$ | - \$ | 306 577\$ |
| Agriculture et agroalimentaire Canada | 625 | 66 197\$ | 17 411\$ | 117 199\$ | 19 985\$ | 220 793\$ |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | | - \$ | \$ - | 209 817\$ | - \$ | 209 817\$ |
| Pêches et Océans Canada | 1 215 | 109 055\$ | 26 160\$ | 14 042\$ | 36 332\$ | 185 589\$ |
| Ressources naturelles Canada | 460 | 46 688\$ | 19 507\$ | 98 505\$ | 12 055\$ | 176 755\$ |
| Citoyenneté et Immigration Canada | 534 | 60 444\$ | 23 649\$ | 53 915\$ | 13 803\$ | 151 810\$ |
| Industrie Canada | 618 | 58 089\$ | 13 230\$ | 61 335\$ | 15 884\$ | 148 538\$ |
| Transports Canada | 578 | 58 373\$ | 17 229\$ | 45 522\$ | 19 694\$ | 140 819\$ |
| Patrimoine Canada | 192 | 14 976\$ | 4 375\$ | 106 602\$ | 5 965\$ | 131 917\$ |
| Affaires autochtones et développement du Nord Canada | 542 | 55 644\$ | 40 423\$ | 6 329\$ | 25 066\$ | 127 462\$ |
| Société Radio Canada | | - \$ | \$ - | 118 175\$ | - \$ | 118 175\$ |
| Ancien Combattants Canada | 403 | 32 818\$ | 41 460\$ | 2 590\$ | 36 856\$ | 113 724\$ |
| Environnement Canada | 586 | 65 474\$ | 13 300\$ | 14 307\$ | 20 452\$ | 113 533\$ |
| Instituts de recherche en santé du Canada | 47 | 3 816\$ | 1 203\$ | 102 087\$ | 1 064\$ | 108 170\$ |

| Ministère ou organisation | Employés coupés | Valeur des employés coupés (000 \$) | Services professionnels (000 \$) | Transferts (000 \$) | Autres (000 \$) | Valeur total (000 \$) |
|---|-----------------|-------------------------------------|----------------------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|
| Statistique Canada | 801 | 67 691\$ | 14 922\$ | 62\$ | 17 988\$ | 100 663\$ |
| Ministère des Finances du Canada | 86 | 9 231\$ | 1 540\$ | 70 126\$ | 17 295\$ | 98 192\$ |
| Gendarmerie royale du Canada | 841 | 91 401\$ | - \$ | - \$ | - \$ | 91 401\$ |
| Agence spatiale canadienne | 78 | 8 802\$ | 17 914\$ | 53 428\$ | 8 274\$ | 88 418\$ |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | 730 | 65 277\$ | 7 986\$ | - \$ | 11 630\$ | 84 892\$ |
| Conseil national de recherches du Canada | 371 | 48 993\$ | 5 706\$ | 15 494\$ | 14 442\$ | 84 634\$ |
| Agence de la santé publique du Canada | 300 | 25 908\$ | 10 621\$ | 21 612\$ | 15 364\$ | 73 506\$ |
| Parcs Canada | 486 | 40 839\$ | 8 339\$ | 1 422\$ | 18 652\$ | 69 252\$ |
| Administration canadienne de la sûreté du transport aérien | | - \$ | - \$ | 64 100\$ | - \$ | 64 100\$ |
| VIA Rail Canada | | - \$ | - \$ | 50 414\$ | - \$ | 50 414\$ |
| Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada | 237 | 23 316\$ | 6 997\$ | - \$ | 3 993\$ | 34 306\$ |
| PPP Canada | | - \$ | - \$ | 31 647\$ | - \$ | 31 647\$ |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique | 78 | 8 579\$ | 1 372\$ | 18 040\$ | 1 691\$ | |
| Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec | 41 | 4 455\$ | 717\$ | 17 907\$ | 979\$ | 24 058\$ |
| Centre de recherches pour le développement international | | - \$ | - \$ | 22 784\$ | - \$ | 22 784\$ |
| Marine Atlantique | | - \$ | - \$ | 22 064\$ | - \$ | 22 064\$ |
| Diversification de l'économie de l'ouest Canada | 44 | 3 885\$ | 946\$ | 15 722\$ | 1 295\$ | 21 848\$ |
| Public Prosecution Service of Canada | 110 | 13 475\$ | 4 450\$ | - \$ | 2 510\$ | 20 434\$ |
| Conseil des Arts du Canada | | - \$ | - \$ | 19 994\$ | - \$ | 19 994\$ |
| Directeur général des élections | 56 | 5 399\$ | 3 521\$ | - \$ | 10 178\$ | 19 099\$ |
| Commission de l'Immigration et du statut de réfugié du Canada | 128 | 12 706\$ | 2 735\$ | - \$ | 2 913\$ | 18 354\$ |
| Bibliothèque et Archives Canada | 123 | 9 735\$ | 774\$ | 192 | 5 611\$ | 16 312\$ |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire | 85 | 11 160\$ | 1 606\$ | 195 | 2 465\$ | 15 426\$ |
| Bureau du Conseil privé | 109 | 12 345\$ | 1 652\$ | - \$ | 230\$ | 14 226\$ |
| Bureau du surintendant des institutions financières Canada | 62 | 10 038\$ | 107\$ | - \$ | 3 608\$ | 13 753\$ |
| Commission de la fonction publique du Canada | 107 | 10 462\$ | 1 320\$ | - \$ | 1 921\$ | 13 704\$ |
| École de la fonction publique du Canada | 103 | 9 732 | 2 112\$ | 30\$ | 1 403\$ | 13 277\$ |
| Commission de la capital nationale | | - \$ | - \$ | 11 756\$ | - \$ | 11 756\$ |
| Téléfilm Canada | | - \$ | - \$ | 11 623\$ | - \$ | 11 623\$ |
| Énergie atomique du Canada limitée | | - \$ | - \$ | 11 236\$ | - \$ | 11 236\$ |
| Commission canadienne du tourisme | | - \$ | - \$ | 11 071\$ | - \$ | 11 071\$ |
| Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Bridges Incorporée | | - \$ | - \$ | 10 884\$ | - \$ | 10 884\$ |
| Service administratif des tribunaux judiciaires | 68 | 5 667\$ | 1 075\$ | - \$ | 3 721\$ | 10 463\$ |
| Bureau du vérificateur général du Canada | 70 | 7 528\$ | 926\$ | - \$ | 963\$ | 9 417\$ |

| Ministère ou organisation | Employés coupés | Valeur des employés coupés (000 \$) | Services professionnels (000 \$) | Transferts (000 \$) | Autres (000 \$) | Valeur total (000 \$) |
|---|-----------------|-------------------------------------|----------------------------------|---------------------|-----------------|-----------------------|
| Commission canadienne des grains | 41 | 7 134\$ | 268\$ | - \$ | 1 401\$ | 8 802\$ |
| Office national de l'énergie | 43 | 5 855\$ | 715\$ | - \$ | 1 403\$ | 7 973\$ |
| Office national du film | 49 | 4 419\$ | 1 201\$ | - \$ | 2 316\$ | 7 935\$ |
| Musée canadien des civilisations | | - \$ | - \$ | 7 186\$ | - \$ | 7 186\$ |
| Société d'expansion du Cap-Breton | | - \$ | - \$ | 7 153\$ | - \$ | 7 153\$ |
| Infrastructure Canada | 35 | 3 730\$ | 1 517\$ | - \$ | 1 898\$ | 7 145\$ |
| La société des ponts fédéraux Limitée | | - \$ | - \$ | 7 117\$ | - \$ | 7 117\$ |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | 49 | 5 326\$ | 616\$ | - \$ | 974\$ | 6 916\$ |
| Commission des libérations conditionnelles du Canada | 53 | 4 632\$ | 379\$ | - \$ | 1 046\$ | 6 058\$ |
| Galerie nationale du Canada | | - \$ | - \$ | 5 419\$ | - \$ | 5 419\$ |
| Agence canadienne de développement économique du Canada | | - \$ | - \$ | 4 860\$ | - \$ | 4 860\$ |
| Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | 31 | 3 246\$ | 524\$ | - \$ | 464\$ | 4 234\$ |
| Société du Centre national des Arts | | - \$ | - \$ | 3 919\$ | - \$ | 3 919\$ |
| La Cour suprême du Canada | 24 | 2 912\$ | 663\$ | - \$ | - \$ | 3 576\$ |
| Canadian Museum for Human Rights | | - \$ | - \$ | 3 487\$ | - \$ | 3 487\$ |
| Musée des sciences et de la technologie du Canada | | - \$ | - \$ | 3 375\$ | - \$ | 3 375\$ |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | 18 | 2 514\$ | 797\$ | 55\$ | - \$ | 3 367\$ |
| Musée canadien de la nature | | - \$ | - \$ | 3 340\$ | - \$ | 3 340\$ |
| Office des transports du Canada | 29 | 2 607\$ | 263\$ | - \$ | 459\$ | 3 329\$ |
| Bureau de la sécurité des transports du Canada | 26 | 2 860 \$ | 302\$ | - \$ | - \$ | 3 162\$ |
| Société du Vieux-Port de Montréal Inc. | | - \$ | - \$ | 3 121\$ | - \$ | 3 121\$ |
| Commission canadienne des droits de la personne | 22 | 2 141\$ | 394\$ | - \$ | - \$ | 2 535\$ |
| Commissariat aux langues officielles | 20 | 1 783\$ | 367\$ | - \$ | - \$ | 2 150\$ |
| Corporation commerciale canadienne | | - \$ | - \$ | 1 711\$ | - \$ | 1 711\$ |
| Conseil canadien des normes | | - \$ | - \$ | 784\$ | - \$ | 784\$ |
| Institut de statistiques des Premières nations | | - \$ | - \$ | 550\$ | - \$ | 550\$ |
| Commission canadienne du Lait | | - \$ | - \$ | 432\$ | - \$ | 432\$ |
| Bureau du commissaire à la magistrature fédérale | | | 363\$ | | | 363\$ |
| Centre canadien du renseignement de sécurité** | - | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ |
| Sécurité publique Canada** | - | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ |
| Agence des services frontaliers du Canada** | - | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ |
| Ministère de la Justice** | - | - \$ | - \$ | - \$ | \$ - | - \$ |
| Service correctionnel Canada** | - | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ | - \$ |

* Inclut tous les ministères avec plus de 100 ETPs. L'ensemble des compressions est de 2014-15 et n'inclut pas les compressions de 6 300 postes inclus dans les RPP de 2010-11 RPP qui n'ont pas incorporé les compressions du budget de 2010 ou de 2011.

** Ces ministères sont protégés des compressions.

Annexe 2

Ce qui est inclus dans le budget des dépenses de ministère

AFIN DE DÉCOUVRIR les modifications en dotation suite au gel budgétaire de 2010, nous devons regarder les Rapports sur les plans et les priorités (RPP) de 2010–11 qui ont été publiés avant le budget fédéral de 2010. Ces rapports présentent ce que les ministères croyaient qui se produirait avant d'apprendre qu'ils devaient geler leurs salaires et les avantages. En effectuant une comparaison des plans de 2010–11 (avant la publication du gel budgétaire) et les plans de 2011–12 (après avoir eu mot du gel budgétaire) nous avons une idée des changements.

Un bon exemple est de Statistique Canada. Dans leur plan du gel en vue de la préparation du budget de 2010–11, ils ont 6 115 ETP en 2010–11. Ce nombre diminue à 5 795 ETP d'ici 2012–13. Cette réduction de 320 employés était déjà en place avant le gel pour la préparation du budget de 2010, qui résultait principalement de la fin du recensement de 2011. Dans le tableau 3, la réduction du nombre d'emplois à Statistique Canada résulte du gel budgétaire de 2010, alors qu'en réalité cela est attribuable à la fin du recensement de 2011. Avec un ajustement des plans du gel en vue de la préparation du budget de 2010–11, cette erreur est maintenant corrigée.

À ce titre, pour en arriver à une attribution appropriée, les chiffres des ministères devraient être modifiés pour tenir compte des changements en dotation déjà en place avant le gel budgétaire de 2010. Ceci pourrait inclure

TABLEAU 12 Compressions d'emplois de la ligne de base de 2010–11

| | 2012–13 (2010–11 RPP) | 2013–14 (2011–12 RPP) | Changement en dotation ajusté à la ligne de base de 2010–11 | Total des coupures (\$000s) |
|-------------------------------|--------------------------|--------------------------|--|-----------------------------|
| Total équivalents temps plein | 368 400 | 368 600 | 200 | -35 000 ²⁷ |

Source 2011–12 Rapports ministériels sur les plans et les priorités, 2010–11 Rapports ministériels sur les plans et les priorités

TABLEAU 13 Compressions en personnel au gouvernement fédéral (\$000s)

| | Coûts en personnel | Changement de l'année précédente | % de changement de l'année précédente | Changement au niveau des dépenses base sur le pré gel des ETP ²⁸ |
|------------------------|--------------------|-------------------------------------|--|--|
| | 1 | 2 | 3 | 4 |
| 2012–13e ²⁹ | 36 781 204 | 101 275 | 0% | 43 000 |
| 2011–12 | 36 679 929 | 1 055 701 | 3% | 693 000 |
| 2010–11 | 35 624 228 | 2 493 460 | 7% | |
| 2009–10 | 33 130 768 | 1 563 462 | 5% | |
| 2008–09 | 31 567 306 | 1 916 063 | 6% | |
| 2007–08 | 29 651 243 | 1 458 072 | 5% | |
| 2006–07 | 28 193 171 | | | |

Source 2011–12 Budget principal des dépenses (Articles courant de dépenses), états financiers prospectifs États financiers prospectifs des ministères 2012

tous les examens stratégiques de 2007 à 2010 et autres aspects non reliés comme la fin du recensement. De cette façon toute modification entre les RPP de 2010–11 et ceux de 2011–12 est imputable au gel budgétaire de 2010 et non aux autres facteurs qui n'y sont pas reliés.

Il y avait une dernière vague des Examens stratégiques qui ont été présentés dans le budget de 2010 (voir tableau 1). Cependant, contrairement au gel de 2010, les ministères avaient connaissance de ces examens stratégiques et les ont probablement incorporés dans leurs RPP de 2010–11. D'autre part, le gel budgétaire du budget de 2010 était un fait nouveau. Par conséquent, tout impact des ETP pour l'examen stratégique de 2010 aurait été incorporé dans les RPP de 2010–11 RPP alors que l'impact des ETP sur le gel budgétaire de 2010 devait être une surprise; ce qui n'était pas le cas.

Le tableau 13 représente les modifications aux données advenant que les modifications pré-existantes en emploi soient éliminées. Fait intéressant, il démontre qu'aucun changement n'est prévu dans les ETP entre les RPP de 2010–11 et de 2011–12. Ce scénario est probablement le plus précis puisqu'il exclut les modifications pré-exisantes des changements en dotation (incluant les examens stratégiques de 2007–10 qui étaient déjà en place avant

le gel budgétaire de 2010. En premier lieu, il propose que suite à la mise en oeuvre d'un système désorganisé pour le gel budgétaire, les RPP des ministères ne sont pas mis à jour. Les compressions en dotations d'aujourd'hui résultent des examens stratégiques et d'autres facteurs et n'ont rien à voir avec le gel budgétaire de 2010.

Afin d'examiner de façon détaillée la possibilité que les estimations des ETP des ministères n'ont pas encore incorporé l'impact du gel budgétaire de 2010. Le tableau B présente les dépenses en personnel tel qu'indiqué dans le Budget principal de dépenses et des dépenses projetées base sur les états financiers prospectifs de 2011–12. Par la suite, il évalue les coûts en personnel pour 2011–12 et 2012–13 compte tenu des modifications prébudgétaire en ETP.

Il est évident que selon le tableau 13, la croissance dans le budget relié au personnel est en baisse d'une moyenne de 5,7% avant 2011–12. En 2011–12, la croissance était que de 3%, soit la moitié du taux de croissance de 5,7% des quatre années précédentes. Cependant, ceci était prévisible selon les RPP de 2010–11 qui ont été publiés avant le gel budgétaire de 2010. Les RPP planifient une augmentation de 1 500 employés en 2011–12 ainsi qu'une augmentation de salaire de 1,5% pour un total d'accroissement estimative de 693 millions de dollars en dépenses reliées au personnel (4^e colonne). La valeur réelle des dépenses en personnel était de 1,1 milliard de dollars (colonne 3) pour cette année. À ce titre, la baisse au niveau de la croissance en 2011–12 était déjà incluse dans le RPP de 2010–11 avant le gel budgétaire de 2010–11.

Un gel sur la croissance en dépenses du personnel est prévu pour 2012–13, augmentant que de 101 millions de dollars (Colonne 2). Cette baisse dans les dépenses résulte entièrement de l'examen stratégique des compressions de 4 000 postes d'ici 2012–11. S'il y a un ajustement des coûts en personnel pour cette baisse et que l'augmentation de salaire de 1,5%, le total ressemble de près au 43 millions de dollars pour 2012–13 (colonne 4).

À ce titre, les budgets de dépenses dans le tableau 13 sont expliqués en détail par des examens stratégiques en rajustement de dotation de 2007 à 2010. Le gel budgétaire de 2010 devait épargner 1,8 milliard de dollars en 2012–13. Cependant, il n'existe aucune preuve dans les états financiers prospectifs que les ministères atteindront sous peu ce niveau de compression.

En résumé, les rapports ministériels qui prévoient que les ETP et les dépenses pour les années à venir ont inclus tous les aspects des examens stratégiques de 2007 à 2010. Cependant, ils n'ont pas tenu compte du gel budgétaire de 2010 ou des examens stratégiques et opérationnels. Ce 6 milliards de dollars additionnels de compressions d'ici 2014–15 ne sont pas encore inclus dans les budgets des dépenses.

Notes

1 Jason Jacques, monitoring the government's Personnel budget Freeze, novembre 2010, Bureau du directeur parlementaire du budget

2 L'ensemble des données indiquées comme des «compressions» dans ce rapport sont des compressions à la base du gouvernement. Ceci est pour parler des changements des plans précédents du gouvernement. Par exemple, si le plan précédent du gouvernement faisait mention d'une croissance de 6% et que le nouveau plan fait référence à une croissance de 3%, ceci représenterait des compressions que de 3%. Ceci serait une compression même si les dépenses augmentent. Une compression de la base peut signifier que seul une certaine ligne budgétaire continue d'augmenter et ce à un taux abaissé. Cependant, si les dépenses à la base sont nulles ou décroissantes, ceci ne représente pas nécessairement une réduction des dépenses. Cette situation, en particulier pour la dotation indique une baisse des données avant le gel budgétaire; ce qui signifie que des compressions à la base sont des compressions dans les données existantes.

Dans les catégories budgétaires autres que la dotation; les services professionnels par exemple, il n'existe aucune projection après 2012. Il n'y a rien de précis concernant les examens stratégiques de 2007 à 2010, la suppression de la croissance dans ces secteurs. Puisque l'on croit que l'emploi diminuera, il est difficile de comprendre la raison de la croissance dans ces secteurs. Le rapport souligne que les dépenses dans les autres secteurs du budget sont nulles après les examens stratégiques de 2007–10. Ceci signifie que les compressions à la base dans ces secteurs représentent véritablement des compressions au niveau des dépenses.

Les dépenses futures en matière de transferts, dont l'aide internationale et les sociétés d'État ne sont pas publiques. Cependant, les dépenses budgétaires au niveau de l'aide internationale sont gelées de 5 milliards de dollars annuellement depuis le budget de 2010. Les sociétés d'État ont aussi fait l'objet des examens stratégiques de 2007–10. Fort à parier que cette expérience est semblable aux ministères fédéraux qui ont des dépenses futures en matière de transferts nulles ou décroissantes. À nouveau, ces compressions signifient des compressions financières en dépenses et non seulement une croissance restreinte

3 Budget fédéral 2010 p.185

4 Budget fédéral 2011 p.207

5 <http://www.cbc.ca/news/politics/story/2011/09/20/harper-cuts-consultant.html>

6 Budget fédéral 2011 p.251

7 Pour un aperçu de la portion de l'aide temporaire des services professionnels voir Commission de la fonction publique du Canada «Utilisation des services d'aide temporaire dans les organisations de la fonction publique», Octobre 2010, Gouvernement du Canada.

8 Budget fédéral 2010, p. 181

9 Note: le total des revenus inclus seulement les frais d'utilisation et non l'ensemble des revenus. Plusieurs des générateurs de revenus ne peuvent pas facilement être augmentés ou sont controversés sur le plan politique. Par exemple, un important générateur de revenus est les paiements pour les services de la GRC, un autre est les intérêts sur les prêts aux étudiants.

10 Bill Curry, "Ottawa embraces higher user fees, holds to no tax hikes", June 8th, 2011, The Globe and Mail (<http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ottawa-embraces-higher-user-fees-holds-to-no-tax-hikes/article2052045/>)

11 Jason Jacques, Monitoring the Government's Operational Budget Freeze, November 2010, Office of the Parliamentary Budget Officer.

12 Selon CBC News dans son suivi sur le total des compressions, "Federal government job cuts: the story so far," 24 octobre 2011 (<http://www.cbc.ca/news/politics/story/2011/08/05/pol-public-job-losses.html>).

13 Les données sur l'emploi dans ce rapport incluent les travailleurs de la fonction publique fédérale, les membres des forces armées les agents de la GRC et les juges fédéraux.

14 Voir par exemple Jessica Bruno, "More than 6,000 public service jobs to be lost over next three years: PBO report," 7 novembre 2011, The Hill Times (<http://www.hilltimes.com/civil-circles/2011/11/07/more-than-6000-public-service-jobs-to-be-lost-over-next-three-years-pbo-report/28738>)

15 Elizabeth Thompson, "Spending review may see the end of some programs, others left unscathed : Clement," Ipolitics, November 24th, 2011, (<http://www.ipolitics.ca/2011/11/24/spending-review-may-see-the-end-of-some-programs-others-left-unscathed-clement/accessed/> on November 25th, 2011).

16 Dans ce rapport, un «emploi» se réfère à un poste équivalent plein temps

17 Les données peuvent ne pas s'additionner suite à l'arrondissement

18 Gloria Galloway, "Government job cuts mean jobless waiting weeks for EI cheques," 8 novembre, 2011, The Globe and Mail (<http://www.theglobeandmail.com/news/politics/government-job-cuts-mean-jobless-waiting-weeks-for-ei-cheques/article2228669/>).

19 David Macdonald, «La réussite n'est pas un hasard; la tendance à la baisse en matière de sécurité au travail parmi les employés de compétence fédérale», Avril 2010, Centre canadien des politiques alternatives.

20 Fondé sur les données d'octobre 2011 (<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/lfsso4d-eng.htm>). Ce calcul laisse présager que ceux qui ont perdu leur emploi vont continuer leur recherche d'emploi.

21 Rapport annuel de 2010-11 de la Commission de la fonction publique, Tableau 10: Loi sur l'emploi dans la fonction publique Fluctuations de l'effectif par organisation (<http://www.psc-cfp.gc.ca/arp-rpa/2011/st-ts/tbl10/tbl01-fra.htm>).

22 Basé sur les calculs de l'auteur de <http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/lfsso1a-eng.htm>.

23 Utiliser des multiplicateurs économiques calculés par Informetrica Ltd.

24 David Macdonald « L'ombre dans la fonction publique; L'augmentation des travailleurs externes au gouvernement fédéral» Mars 2011, Centre canadien des politiques alternatives.

25 Utiliser des multiplicateurs économiques calculés par Informetrica Ltd.

26 Gloria Galloway, "NDP blames Tory 'Grinch' as EI office buckle under overtime cuts", The Globe and Mail, 9 décembre, 2011 (<http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ottawa-notebook/ndp-blames-tory-grinch-as-ei-offices-buckle-under-overtime-cuts/article2266198/>)

27 A la meme temps que 200 postes ETP sont crée, les économies qui en résultent de 35 millions de dollars sont a cause de la distribution des coupes. Des postes mieux rémunérés ont été ajoutés tandis que les postes moins rémunérés ont été coupés menant à des économies nettes de 35 millions de dollars.

28 Incoporent les changements des ETP des RPP ainsi qu'une augmentation de 1.5% en coûts relatifs au personnel suite à des augmentations de salaire.

29 Basé sur les états financiers prospectifs des ministères.



CCPA

CANADIAN CENTRE
for POLICY ALTERNATIVES

CENTRE CANADIEN
de POLITIQUES ALTERNATIVES